



L'accompagnement à la participation politique en institution : l'exemple des EPI à Genève

Pilar Blanco, cheffe de secteur aux Services socio-éducatifs, Établissements Publics pour l'Intégration (EPI) à Genève
Sandra Rigotti, maîtresse d'atelier aux Services socioprofessionnels, Établissements Publics pour l'Intégration (EPI) à Genève
 Propos recueillis par **Sarah Cornaz** lors d'une rencontre avec deux éducatrices passionnées et passionnantes des EPI

Mise en place d'un accompagnement à l'interne

Sandra Rigotti : Chaque votation amène des questions, notamment en termes d'éducation citoyenne. Nous évoluons avec des personnes qui n'ont pas l'habitude que leur avis soit demandé ! Elles ne connaissent souvent pas le système politique. La complexité à laquelle nous sommes confrontées en tant que collaboratrices est de mettre en place cette éducation citoyenne parallèlement aux votations.

Pilar Blanco : La population genevoise a accordé le droit de vote à toutes et tous mais nous n'avons pas pensé à « l'après ». Aux EPI nous avons dû être réactives dans un laps de temps très court ! Préparer à la citoyenneté active demande une formation à l'autodétermination et aux habilités communicationnelles mais demande aussi des outils spécifiques et des informations qui permettent à tous et toutes de faire des choix en comprenant les tenants et aboutissants de ceux-ci. Un de nos objectifs est de mettre sur pied un groupe cantonal sur ce sujet afin de partager le travail qui est immense.

Nous nous devons de préparer des documents pour tous les objets soumis à votation car je pense que cela n'est pas notre rôle de choisir un sujet ou l'autre. Nous avons créé dans un premier temps un lexique, que les personnes en situation de handicap ont choisi d'appeler « dictionnaire ». Ce dictionnaire

inclut tous les termes en lien avec la politique au sens large (*Grand conseil, Chancellerie, Conseil fédéral, etc.*).

Sandra Rigotti : Ce dictionnaire est un point de départ sur le chemin de l'éducation citoyenne et il sera étoffé au fur et à mesure des votations avec l'aide des personnes concernées. Nous devons partir de leur propre vocabulaire tout en restant très factuels et concrets. Chaque question en amène une autre, c'est un peu comme les poupées russes et c'est ce qui rend ce projet absolument passionnant ! Des forums en présentiel sont également organisés. Un groupe de travail a été formé à l'initiative de la direction générale. Nos responsables hiérarchiques ont été prévenus que nous pouvions participer, avec leur accord, et donc être déchargées par moments, ce qui n'est pas toujours facile. Je tente d'organiser mon travail en fonction !

Pilar Blanco : C'est une tâche de plus qui s'est greffée en raison du contexte politique qui l'a permis et j'en suis très heureuse, même si c'est beaucoup de travail.

Les soutiens externes

Pilar Blanco : L'État a mis en ligne un document sur le « comment voter » en FALC avec des pictogrammes et des vidéos. Ces outils sont très utiles mais nous nous sommes rendu compte que l'on ne peut pas atteindre toutes les personnes car le niveau de compré-

hension est très hétérogène au sein de notre population. Avec les personnes qui ont une déficience intellectuelle grave ou profonde, nous nous sentons parfois un peu démunies en tant que professionnelles. Si la Chancellerie pouvait avoir des experts en FALC, qui traduisent déjà les bases des objets de votation, cela nous donnerait la possibilité d'investir plus de temps ensuite à l'adaptation de ces documents pour une partie de notre population ayant des déficiences plus graves.

C'est une situation fascinante qui nous amène à une réflexion très importante et qui nous fait sortir de nos schémas traditionnels pour aller vers un paradigme différent, tant pour les accompagnants et accompagnantes que pour les personnes elles-mêmes, paradigme dans lequel la personne a sa place à part entière. Cette dernière passe d'une prise en charge où tout est décidé pour elle à une position où c'est elle qui prend des décisions avec les risques aussi qui accompagnent cette prise de décision. Ce changement de paradigme ne doit néanmoins pas être une source de difficultés supplémentaires. Nous avons par exemple une personne très enthousiaste dans le groupe qui a décidé soudainement de ne plus continuer car elle se sentait stressée. Nous devons faire le chemin avec la personne, en fonction de ce qu'elle peut faire et donner. Accompagner c'est soutenir et non pas faire à la place de !



Nadia Depuydt



Sarah Mottet

Nous devons nous former tous et toutes ensemble à cette nouvelle manière de voir l'accompagnement des personnes dans notre institution.

Sandra Rigotti : Nous devons nous mettre à leur rythme. Il faut savoir qu'actuellement les personnes sont de plus en plus sollicitées, pour des questionnaires ou autres.

Pilar Blanco : Elles sont passées d'un contexte de non-sollicitation à une sur-sollicitation. Leur donner la possibilité d'avancer à leur rythme, tenir compte de l'environnement et ne pas trop les surcharger est dès lors essentiel. Pour vous donner un exemple, au lieu de faire une séance de trois heures nous allons faire trois séances d'une heure à une semaine d'intervalle chaque fois.

Sandra Rigotti : Notre métier est en train de changer. Cela pourrait être le rôle de la Chancellerie car cela concerne une grande partie de la population et pas seulement les personnes en situation de handicap. C'est une première approche facilitante pour tout un chacun.

Pilar Blanco : Nous sommes dans un moment très riche pour les milieux professionnels et nous devons réfléchir à comment préparer au mieux les équipes. Qui

doit prendre cette responsabilité ? Est-ce notre rôle ? Un des objectifs de notre projet est de collaborer avec la Chancellerie et d'autres établissements socio-éducatifs du canton de Genève car actuellement chacun fait le travail dans son coin, d'où l'idée de la création d'un groupe cantonal pour améliorer la collaboration. Les formations de base sont également très importantes. Aux EPI nous accueillons par exemple des personnes ayant des troubles du spectre de l'autisme qu'il est important de former à la communication (*expressive ou réceptive*) car cela va de pair avec une meilleure participation citoyenne.

Sandra Rigotti : Il est important également d'intégrer les personnes concernées par des troubles psychiques qui ont pris l'habitude qu'on ne leur demande plus leur avis. Les remettre dans une forme de normalité aurait pour bénéfice une revalorisation de leur image.

Pilar Blanco : Un autre objectif serait aussi de préparer les personnes concernées à aller à l'extérieur, dans l'espace public, à écouter les conférences et qu'elles se sentent à l'aise pour poser des questions. •

Nadia Depuydt, porteuse d'autisme Asperger, résidente aux EPI à Genève et élève à l'école de culture générale Jean-Piaget
 Interview par **Sarah Cornaz**

Depuis que le droit de vote a été octroyé à tout le monde dans le canton de Genève, est-ce que vous avez voté ? Pourquoi ?

Non, parce que cela ne m'intéressait pas. Je trouvais que ça ne servait à rien, mais là maintenant je vais voter parce que je pense que ça sert quand même à quelque chose et pour le plaisir. Ça m'intéresse car je veux que mon opinion soit prise en compte et j'espère que ça apporte des changements. Je suis plutôt intéressée par tout ce qui est politique.

Où allez-vous chercher les informations sur les sujets politiques ? Qu'est-ce qui pourrait vous être utile pour vous aider à vous informer ?

Je m'informe sur le site Wikipédia. J'aurais besoin de cours de politique. Autrement des échanges seraient utiles avec, si possible, des personnes sans handicap.

Certaines personnes pensent que le droit de vote ne devrait pas être accordé à toutes les personnes en situation de handicap. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que ça dépend du handicap. Si la personne a une déficience intellectuelle, c'est mieux qu'elle ne vote pas je pense.

D'autres personnes pensent que les curateurs ou les éducateurs vont voter à la place des personnes en situation de handicap ? Pensez-vous que c'est un risque que quelqu'un vote à votre place ?

Non, il n'y a pas de risque car j'ai la capacité de discernement, j'ai un QI normal, bas mais normal.

Sarah Mottet, résidente et collaboratrice en emploi adapté aux EPI à Genève
 Interview par **Sarah Cornaz**

Depuis que le droit de vote a été octroyé à tout le monde dans le canton de Genève, est-ce que vous votez ?

Je ne suis pas trop au courant du coup je ne vais pas voter.

Mais si on mettait du matériel adapté à votre disposition, est-ce que vous iriez voter ?

Oui pourquoi pas ! C'est intéressant de voter, on apprend des choses. Moi je suis contente de pouvoir faire ça, en plus c'est ma première fois !